

# Priorités SANTÉ

10

**Le programme POP**  
pour prévenir les surdoses  
d'opioïdes en région

11

**Safe-Li**, un programme pour  
limiter l'exposition des jeunes  
enfants aux perturbateurs  
endocriniens

14

**Soins et santé  
environnementale**,  
l'occasion de repenser le soin



## DOSSIER

**LES CHUTES CHEZ  
LES PERSONNES  
ÂGÉES, UN ENJEU DE  
SANTÉ PUBLIQUE QUI  
CONCERNE TOUS LES  
ACTEURS DU TERRITOIRE**



## Crèches : UN PROGRAMME POUR LIMITER L'EXPOSITION DES JEUNES ENFANTS AUX SUBSTANCES CHIMIQUES

S'il existe bien un consensus scientifique sur la nécessité de limiter l'exposition des jeunes enfants aux perturbateurs endocriniens, sur le terrain, la mise en place de mesures peut s'avérer difficile. Pour aider les collectivités, le programme Safe-Li propose un accompagnement sur-mesure par des experts de la santé environnementale. Exemple à Antibes-Juan-les-Pins.

« Les substances chimiques présentes dans notre environnement quotidien ont des conséquences pernicieuses qui impactent notamment la croissance, la fertilité, le vieillissement... Nous baignons dans une soupe chimique exogène invisible, mais nous avons du mal à saisir le danger. C'est une menace fantôme », explique Anne Lafourcade, présidente de Safe-Li.

Depuis 10 ans, avec le soutien de l'ARS Nouvelle Aquitaine, elle a créé le programme Safe-Li, développé spécifiquement pour les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), qui vise à changer les pratiques pour réduire l'exposition aux sources de pollution les plus préoccupantes pour la santé. Avec une obsession : « aller sur le terrain pour que nos recommandations, basées sur des données scientifiques, soient applicables et adaptées pour chaque structure. Nous sommes très vigilants sur les coûts par exemple » ajoute Anne Lafourcade.

Le programme propose un accompagnement long sur un an, structuré en 5 étapes :

- sensibilisation des équipes aux enjeux de santé environnementale
- diagnostic des produits et pratiques de la structure et inventaire des achats au regard des molécules les plus préoccupantes
- création d'un plan de changement et d'un groupe de travail
- test des nouvelles procédures
- formation et information de toutes les parties prenantes (personnel, services supports, élus, parents...) aux nouvelles procédures.

En région, le programme, soutenu par l'ARS PACA, est déployé depuis 2023, au rythme d'une collectivité

accompagnée par an. Pour Jean-Christophe Bademyan, responsable de la Direction Petite Enfance à Antibes Juan-les-Pins, « ce projet a tout de suite fait écho chez nous. Au-delà de l'enjeu de santé publique pour nos enfants et nos agents, nous y avons vu un levier intéressant pour fédérer l'ensemble de nos 11 structures et de nos 185 professionnels ».

Après un premier audit réalisé sur 6 crèches de la ville, un plan de changement a été élaboré avec les équipes et a débouché sur différents axes de travail :

**Entretien des bâtiments** : tri des produits (passage de 40 produits en 2020 à 11 produits en janvier 2025, 900 kilos de produits écartés), travail avec le service achats pour sourcer des produits écolabellisés.

**Vaisselle** : remplacement des biberons en plastique par des biberons en verre, utilisation d'assiettes en inox et de verres en verre.

**Méthodes de change** : plus de vaporisation systématique de produit désinfectant entre chaque passage (sauf en période épidémique), mais une grande serviette éponge pour recouvrir le plan de travail associée à une petite serviette pour chaque enfant. Utilisation d'eau et de gant de toilette.

**Loisirs créatifs** : suppression des paillettes, des plastiques souples et du maquillage remplacés par de la pâte à modeler ou du sable de lune fait maison ; élaboration d'un cahier de bonnes pratiques.

La ville a investi 60.000€ de matériel, mais « avec un an et demi de recul, économiquement on s'y retrouve. Ça ne coûte pas plus cher, et peut être même moins cher à long terme », affirme Jean-Christophe Bademyan.

Depuis septembre, le programme a été déployé dans les 11 établissements de la ville, avec l'idée « d'homogénéiser les pratiques, pas de les standardiser ». Prochaines étapes : accentuer la communication en direction des assistantes maternelles et des familles, poursuivre le travail sur de nouvelles thématiques grâce à un nouveau financement de l'ARS sur 2025 et surtout partager les bonnes pratiques et les protocoles déployés avec les autres collectivités. Cependant, « même si on sent l'envie et la prise de conscience chez tous les professionnels de la petite enfance, le changement reste compliqué à mettre en place », regrette Anne Lafourcade. Dans un secteur en tension, avec de grosses problématiques RH et d'organisation, il faut une volonté politique forte et l'implication de tous les services pour entraîner un changement structurel sur les systèmes et les individus.

Pourtant, l'urgence est bien là. « Depuis 10 ans, nous avons testé et sensibilisé, mis en place des outils et des recommandations. Maintenant, il faut massifier pour que tous les enfants du territoire puissent être protégés. C'est possible, tout est prêt », conclut la présidente de Safe-Li.

Toutes les recommandations :

<https://www.recocreches.fr/>

### Contacts

Jean-Christophe Bademyan,  
responsable de la Direction Petite, ville  
d'Antibes

[jean-christophe.bademyan@ville-antibes.fr](mailto:jean-christophe.bademyan@ville-antibes.fr)

Anne Lafourcade, présidente Safe-Li  
[anne.lafourcade@alicse.fr](mailto:anne.lafourcade@alicse.fr)